

## Plus d'incertitude et plus de risque

Dossier de- /> la rÃ©daction de H2o  
March 2012

Ã

Ã

4Ã¨me Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau

Le Programme mondial pour l'Ã©valuation des ressources en eau - en anglais World Water Assessment Programme, WWAP, publie aujourd'hui son Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau - WWDR4. L'auteur principal de cette 4Ã¨me Ã©dition, Richard Connor, chef scientifique d'UnisfÃ©ra, centre d'expertise canadien sur le dÃ©veloppement durable, revient sur les messages-clÃ©s du rapport.

La "centralitÃ© de l'eau" - L'eau est le pilier sur lequel repose tous les principaux aspects sociaux et Ã©conomiques du dÃ©veloppement. Le lien au dÃ©veloppement social englobe la santÃ©, la pauvretÃ©, l'Ã©ducation et la sÃ©curitÃ© publique. Le lien au dÃ©veloppement Ã©conomique englobe l'agriculture, l'industrie l'Ã©nergie et le transport. Ainsi, de par sa centralitÃ© - le fait qu'elle lie les diffÃ©rents secteurs, l'eau est l'unique clÃ© de rÃ©solution des plus grandes crises internationales : alimentaires, Ã©nergÃ©tiques, sanitaires, comme celles liÃ©es aux changements climatiques.

L'incertitude et le risque - Les systÃ©mes politiques et sociaux mondiaux Ã©voluent de maniÃ¨re imprÃ©visible ; les Ã©vÃ©nements surviennent Ã un rythme toujours plus rapide et leurs effets sur le long terme sont incertains. D'ici 2050, nous devons augmenter la production de nourriture de 70 % et celle d'Ã©lectricitÃ© de 50 %. Dans le mÃªme temps, la population mondiale sera passÃ©e de 7 milliards de personnes aujourd'hui Ã 9 milliards, et la quasi-totalitÃ© de la croissance dÃ©mographique sera concentrÃ©e dans les villes, principalement dans les pays en voie de dÃ©veloppement. Cette Ã©volution imposera une croissance phÃ©nomÃ©nale des services d'eau potable et d'assainissement en milieu urbain.

L'ampleur de l'impact sur la demande en eau est incertaine car elle dÃ©pend, entre autres, du niveau de vie, des modes de consommation, de l'espÃ©rance de vie ainsi que des Ã©volutions technologiques. Cette incertitude porte en elle les germes de nouveaux risques pour le dÃ©veloppement. L'Ã©tat des ressources en eau Ã©voluera Ã©galement de faÃ§on incertaine. Le changement climatique fait que certaines rÃ©gions deviendront plus sÃ©ches, alors que d'autres subiront plus d'inondations et d'Ã©vÃ©nements extrÃªmes. Le taux mondial de captage des nappes phrÃ©atiques a plus que triplÃ© au cours de ces cinq derniÃ¨res dÃ©cennies. Aussi importants soient-ils, beaucoup de ces rÃ©servoirs aquifÃ¨res non renouvelables, Ã© vont s'Ã©puiser si leur utilisation n'est pas correctement gÃ©rÃ©e.

Nos activités humaines affectent également la qualité de l'eau, et donc sa disponibilité. Les coûts d'exploitation s'en ressentiront. On estime que plus de 80 % des eaux usées de la planète ne sont ni collectées ni traitées, et que les agglomération urbaines constituent la source principale de pollution ponctuelle. L'impact majeur de l'activité économique, l'eau est affectée par les décisions d'un grand nombre d'acteurs qui, dans la plupart des pays, ne jouent aucun rôle dans l'élaboration des politiques de gestion de l'eau. Les risques seront différemment gérés par chacun de ces acteurs, selon leur secteur ou domaine d'activité. Il est donc important de fournir à ces décisionnaires les outils de connaissance et de gestion afin de favoriser une meilleure gestion globale des ressources, voire une réduction des effets négatifs.

Changer nos façons de voir - Il faut cesser de penser "répartition de la ressource" (et décider quelles quantités d'eau iront à tel ou à tel secteur) pour, au contraire, réfléchir en termes de "répartition des bénéfices" - et ce de façon équitable. Cette répartition des bénéfices nécessite une approche coordonnée, ou concertée, des différents secteurs en compétition afin de valoriser au mieux la ressource tout en s'assurant que les progrès atteints dans un secteur ne provoquent pas le déclin d'un autre.

Des institutions fortes - Cette exigence impose des institutions et une volonté politique fortes ; il s'agit de faciliter le dialogue entre les différents acteurs pour in fine mieux répartir les risques. Les cadres institutionnels et réglementaires à mettre en place devront également être relativement flexibles, afin de pouvoir s'adapter aux changements qui affecteront la gestion de l'eau. Les interdépendances globales seront de plus en plus tissées à travers l'eau : si des actions ne sont pas prises dès maintenant, certaines régions ou certains secteurs dont les disponibilités en eau sont insuffisantes vont devoir puiser leurs ressources ailleurs, sur d'autres régions ou secteurs.

D'avantage de concertation - Finalement, dans des conditions d'incertitude et de risque toujours croissants, l'action concertée devra être renforcée et réunir autour de la puissance publique, les gestionnaires de l'eau, le secteur privé ainsi que la société civile ; cette concertation devra aussi s'établir à tous les échelons : local, national et global, en profitant des bassins versants. Il est particulièrement critique que les gouvernements nationaux assument leur leadership en donnant priorité à l'eau au sein des différentes politiques sectorielles clés : de l'économie et du commerce, de la sécurité alimentaire et énergétique, de la santé et de la sécurité publique, comme au sein des politiques de développement territorial et de financement. Cette priorité doit s'affirmer au plan national comme au plan international en actionnant tous les leviers possibles : les conventions des Nations unies, la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20) et les Objectifs de développement durable pour le développement.

Plus de détails sur le WWDR4 - Plus d'incertitude, plus de risque

WWAP - 12-03-2012